

## **Comité Technique Ministériel** **4 Juillet 2012**

### *Déclaration liminaire*

Monsieur le Président,

Comme à chaque changement politique, la configuration des ministères économique, financier et industriel a été modifiée. Si le premier gouvernement formé à l'issue de l'élection présidentielle avait permis de retrouver une cohérence avec deux ministères bien identifiés, l'un centré sur la problématique industrielle, l'autre regroupant de nouveau toutes les directions économiques et financières, le rajout de deux ministères de plein exercice à l'occasion du remaniement du 21 juin a un peu complexifié la chose, en particulier pour les agents affectés à la DGCIS.

Dans cette nouvelle configuration, le maintien d'un Comité Technique Ministériel commun est toutefois pour FO une nécessité.

Aujourd'hui, une nouvelle phase s'ouvre et pour autant les inquiétudes exprimées hier par les personnels dans nos ministères sont encore bien présentes.

Rien dans les déclarations pendant les campagnes électorales, et depuis dans les déclarations ministérielles, incite à percevoir une inflexion dans la gestion de la vie des services.

#### **Sur les missions :**

FO Finances combat depuis 2008 la Révision Générale des Politiques Publiques, qui n'aura eu de cesse de déstructurer les services publics sans permettre d'établir une cohérence de travail dans les nouvelles directions.

Aussi FO a pris acte des propos du ministre lors de l'audience qu'il a bien voulu nous accorder le 26 juin affirmant que « la RGPP a vécu ».

Pour mettre fin aux dysfonctionnements constatés, dont certains rapports ont déjà fait état, des décisions urgentes s'imposent.

FO Finances sera donc particulièrement attentive aux conclusions de l'audit lancé par Madame la Ministre de la Fonction Publique.

FO Finances a bien noté le retour de la Réforme de l'État dans le champ de compétence du ministère de la Fonction Publique et de la décentralisation. Contrairement à des usages récents, pour FO Finances, toute décision à venir se doit d'être soumise à une concertation en amont avec toutes les parties concernées.

#### **Sur l'emploi :**

FO Finances a toujours condamné la logique strictement comptable du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, qui s'est traduite dans nos ministères depuis cinq ans par le non remplacement de deux fonctionnaires sur trois.

Le projet gouvernemental de créer des emplois publics dans les seuls ministères de l'Éducation Nationale, de l'Intérieur et de la Justice tout en maintenant au final, un nombre de fonctionnaires équivalent suscite l'incompréhension, parmi les agents des ministères économique, financier et industriel.

Avec plus de 20 000 suppressions en dix ans, nos ministères ont toujours été parmi les plus importants pourvoyeurs de rendus d'emplois au budget de l'État, alors que dans le même temps, les agents ont du subir une accumulation de réformes, de restructurations sur lesquelles aucune évaluation, ni bilan contradictoire n'ont jamais été faits.

Un État qui sacrifie les emplois publics dans les domaines de la fiscalité, du recouvrement de l'impôt, de la protection de l'économie, du consommateur, de l'aide aux entreprises et à l'industrie, est un État qui s'affaiblit et qui ne se donne pas les moyens d'une politique de croissance.

FO Finances refuse toute politique qui consiste à considérer les missions régaliennes fiscales, économiques, et industrielles comme « non prioritaires ». A l'heure où la disparition des services publics, en particulier dans les zones rurales et péri-urbaines, a été très fermement condamnée par les citoyens, il ne saurait être question pour FO Finances d'accepter sous une forme ou une autre de nouvelles suppressions d'emplois.

Pour les directions, le stade de l'épure a été atteint depuis bien longtemps. Il se pose aujourd'hui la question de l'application de la loi mobilité et tout particulièrement sa partie concernant la réorientation professionnelle, dont FO Finances demande l'abrogation.

Aussi, l'annonce du Premier Ministre de supprimer 2,5% des emplois, soit environ 12 000 suppressions, dans nos ministères, pendant les trois prochaines années, cumulées à une baisse des crédits de fonctionnement et d'intervention de 7% ne saurait rester sans réaction de la part des personnels.

### **Sur les conditions de travail :**

Les restructurations permanentes, conjuguées aux suppressions d'emplois et la course effrénée à la performance avec des objectifs matériellement et humainement impossibles à atteindre ont eu pour conséquence une détérioration des conditions de travail. Ce constat se révèle dans les rapports des acteurs de prévention et à chaque nouvelle enquête de l'observatoire interne.

Dans cette dernière, les indicateurs sur le stress au travail ne cessent de progresser, alors même que jusqu'à récemment ce facteur était marginal. La cellule de lutte contre les discriminations est régulièrement interpellée sur des cas de détresse.

Sans parler des cas les plus désespérés, jamais le nombre d'arrêts maladie pour cause de dépression n'a été aussi élevé, sans parler du nombre d'agents qui arrivent sur leur lieu de travail avec la « peur au ventre » !

Tous ces signaux auraient du interpeller nos interlocuteurs ministériels, et ce n'est pas le CTPM du 3 octobre 2011 qui aura permis de répondre aux attentes des personnels.

Au contraire, le refus opposé systématiquement à toute pause dans les réformes en cours, tel que Chorus, sont là pour attester du refus de l'administration de reconnaître le problème qui a eu parfois des conséquences humaines désastreuses ces derniers mois.

### **Sur les traitements :**



Depuis plus de deux ans, le point d'indice des traitements de fonctionnaires n'a pas été revalorisé ! Dans le même temps, les prix à la consommation ont augmenté de près de 6%. Les études sérieuses affichent clairement une détérioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires ces derniers mois, et ce malgré quelques mesures catégorielles, qui par définition ne profitent pas à l'ensemble des agents.

FO Finances revendique une revalorisation significative du point d'indice, et c'est ce que notre Confédération portera à l'occasion de la conférence sociale des 9 et 10 juillet.

Mais d'autres mesures urgentes doivent être prises, et en tout premier lieu la revalorisation des frais de déplacement qui sont aujourd'hui complètement déconnectés du coût réel.

Les ministres se doivent de concrétiser les engagements pris sur les plans de qualification, et par ailleurs la parution de l'arrêté promus/promouvables sera un bon test pour évaluer leur volonté d'offrir à leurs agents des perspectives de carrière améliorées.

La Fédération des Finances FO est également particulièrement attentive au devenir de l'action sociale ministérielle, qui se doit d'être maintenue au niveau départemental, alors que différentes démarches récentes ont pu être perçues comme des attaques contre l'existant et ont déstabilisé les personnels concernés.

De même, dans le domaine de l'hygiène, de la sécurité et de la santé au travail, FO Finances demande que toutes les vacances d'emplois pour les médecins de prévention soient pourvues, et le recrutement d'un inspecteur hygiène et sécurité supplémentaire.

Au regard des préoccupations et des attentes des personnels, FO Finances n'admettra pas une atteinte aux crédits ministériels dans le domaine de l'action sociale et de l'hygiène, de la sécurité et de la santé au travail.

Vous nous proposez, comme le Règlement Intérieur le prévoit, l'examen du bilan social 2011. C'est une photographie concrète de l'état des services, avec des données chiffrées qui confortent sur bien des aspects tous les points que nous venons d'évoquer.

FO Finances a été attentive aux propos présidentiels tenus ces dernières semaines, insistant sur le fait que l'austérité ne peut pas être une réponse à la crise économique.

FO Finances ne perçoit pas dans les premières annonces gouvernementales que cette orientation se concrétise pour les personnels des ministères regroupés dans ce Comité Technique Ministériel commun.

Il ne faudrait pas que le changement juste, se transforme juste en un changement de ministres !